

## Nouvelles locales du lundi 18 juin 2012

@rib News, 18/06/2012 | Synergie de certains médias privés : Rpa, Isanganiro, Bonesha, Ccib, Radio Renaissance et Radio Culture. Deux sujets ont été traités par cette synergie : la liberté de la presse et l'incarcération du journaliste Hassan Ruvakuki. - Après 204 jours d'incarcération du journaliste Hassan Ruvakuki, l'Observatoire de la Presse Burundaise demande qu'il soit libéré sans condition. Selon Innocent Muhozi, Ruvakuki ne constitue une menace pour le pays puisqu'il a arrêté alors qu'il faisait son métier. Il donne l'exemple du journaliste Roméo Langrois capturé par les FARC de la Colombie mais qui a été vite relâché puisqu'il était journaliste même s'il a été accompagné de militaires gouvernementaux qui allaient combattre les FARC. Cet avis est partagé avec Pacifique Nininahazwe, président du FORSC.

- Selon son avocat, le procès a été irrégulier depuis son arrestation jusqu'aujourd'hui. Me Kabayabaya, son incarcération est irrégulière et il est avéré que les juges qui ont siégé n'étaient pas libérés. - Le ministre ayant la Communication dans ses attributions a présenté au Conseil des ministres un projet de loi visant la déprofessionalisation des médias de presse au Burundi. Selon la ministre de la Communication, au lieu d'un emprisonnement, le journaliste coupable paiera une amende relativement à la faute commise. Selon elle, le fait que les journalistes réclament une telle loi, c'est parce qu'eux aussi voient que quelque part il y a des manquements qui ne peuvent pas rester impunis. - Mais, pour le président de l'Union Burundaise des Journalistes, il n'est pas concevable que le ministre de la Communication puisse initier ce projet de lois sans y associer les journalistes. Il dit être même allé chercher ce projet de loi au ministre, mais en vain. Selon lui, personne ne peut affirmer qu'il cherche à éliminer des journalistes et leur cacher ces intentions. Il fait savoir que des contre-mesures pourront être prises par les journalistes comme par exemple boycotter les nouvelles de ce ministre. - Les relations entre les pouvoirs publics et les médias montrent le degré de démocratisation du pays. Selon l'abbé politologue Désiré Yamuremye, le Burundi est à un niveau relativement élevé dans la région des Grands lacs même si tout n'est pas blanc. Il se réjouit donc du pas franchi par la démocratie au Burundi du fait du climat entre le pouvoir et les médias. Il en appelle à chacun à prendre ses responsabilités et comprendre le rôle de l'autre. - La place des médias est prépondérante dans un pays démocratique comme le Burundi. Selon Pascal Nyabenda, président du CNDD-FDD, cette place est d'autant plus importante que les informations entre les partis politiques doivent être véhiculées par des médias lesquels sont là aussi pour informer la population. Dans son parti politique, il affirme qu'ils donnent une place de choix au rôle des médias, principal signe de démocratisation d'une nation. - Selon Léonce Ngendakumana, président en exercice du parti Sahwanya Frodebu et de l'ADC-Ikibiri, les relations entre les médias et les pouvoirs publics sont d'autant plus difficiles que chacun veut faire entendre ce qu'il veut. Le gouvernement veut que les nouvelles soient diffusées comme il veut alors que les journalistes sont souvent tentés de diffuser certaines nouvelles plus que d'autres. Il demande donc à chaque journaliste de ne faire que son travail. Il demande par la même occasion aux pouvoirs publics de reconnaître le rôle des journalistes dans la consolidation de la démocratie. - Selon le vice-président du parti Sahwanya Frodebu, la cause du mauvais climat qui règne entre le pouvoir et les médias peut être expliquée par le fait que le pouvoir actuel a des origines militaires. En effet, les militaires n'ont pas la liberté d'expression et cet état de fait est transposé dans la vie politique par les dirigeants actuels. Ils font donc semblant d'appliquer la démocratie alors qu'ils agissent d'une pure dictature. - L'Église a aussi le pas franchi par l'état des relations entre le gouvernement et les pouvoirs publics. Selon Mgr Bernard Ntahoturi, évêque de cette Église, ces relations doivent continuer dans le sens de se construire mutuellement sans se quereller et éviter des contradictions qui ne visent qu'à mettre l'adversaire dans une situation inconfortable au vu des compatriotes. Il faut donc, selon lui, éviter des propos déshonorants. - Selon les membres de l'institution des Bashingantahe, si la situation continue à s'améliorer, ce sera une victoire de la démocratie. Il ne faut pas que les autorités croient que les journalistes dépassent la mesure en diffusant des nouvelles de toute sorte puisque ces derniers doivent informer la population de la façon dont les choses évoluent dans le pays. Le gouvernement doit donc prendre les journalistes comme des personnes qui l'aident à bien fonctionner au profit de l'intérêt de tous. - Selon Pacifique Nininahazwe, président du FORSC, la presse est un rempart vers la démocratie. La démocratie n'est pas possible dans un pays où les particuliers n'ont pas le droit de dire ce qu'ils veulent. Le paysan qui a besoin de participer à la construction de son pays a besoin tout d'abord d'être informé de ce qui se passe. Le rôle des médias est donc de faciliter le paysan à dire ce qu'il pense de la politique de l'État et de l'informer sur ce qui se fait dans le pays. | Economie- L'OBR a organisé un atelier d'échanges entre les Offices de Recettes de 14 pays de l'Afrique. Pendant 5 jours, ils vont échanger sur les modes de taxation des exploitations des minerais du sous-sol. Les experts vont étudier le sous-sol burundais afin qu'au moment des exploitations l'OBR puisse contribuer à la mise en place d'une taxation des activités d'exploitation de ces minerais conformément à ce qui se fait ailleurs dans les pays participants. [Rtnb]